

Ebauche d'une histoire sociale du triangle «de la mort» (2e partie)

Ce carnage amena Hamdan Khodja en 1833 à le dénoncer en ces termes : «Tout ce qui s'est passé à Alger depuis trois ans m'impose un devoir sacré qui est de faire connaître l'état réel de ce pays avant et après l'invasion, afin d'attirer l'attention des hommes d'Etat sur cette partie du globe... Je voudrais aussi, par le récit des maux que souffrent mes compatriotes, relever le courage de quelques infortunés... Je me demande pourquoi mon pays doit être ébranlé dans tous ses fondements et frappé dans tous ses principes de vitalité». (14)

Alors que les populations de l'Algérois étaient massacrées, dépossédées, refoulées et pillées, «je vois la Grèce secourue et constituée solidement, note Hamdan Khodja, après avoir été distraite de l'empire ottoman. Je vois le peuple belge démembré de la Hollande, ...Tous les peuples libres s'intéresser aux Polonais et au rétablissement de leur nationalité... Et quand je reviens porter les yeux sur le pays d'Alger, je vois ses malheureux habitants placés sous le joug de l'arbitraire, de l'extermination et de tous les fléaux de la guerre, et toutes ces horreurs commises au nom de la France libre... Les malheurs de mon pays m'inquiètent continuellement».

Et Hamdan Khodja conclut en dévoilant les véritables visées de l'invasion de l'Algérie : «Je défie qui que ce soit de pouvoir apporter le remède à Alger sans employer un des deux moyens expliqués ci-dessus (l'extermination des Algériens ou leur déportation vers les pays nord-africains) ou bien d'évacuer le pays et renoncer à toute idée de conquête en établissant un gouvernement... libre et indépendant et stipuler avec lui des traités favorables aux deux peuples.»

Pour lui, cela constituait alors la meilleure solution «si toutefois la France... ne cherche qu'à introduire la civilisation sur le sol algérien, que d'abolir le despotisme et qu'à mettre de côté tout esprit de vengeance et de haine». (15)

Cependant, ayant débarqué en Algérie pour la coloniser, les autorités françaises étaient sourdes aux arguments avancés par Hamdan Khodja. Incapables de vaincre militairement la résistance rurale algérienne, les généraux français entreprirent d'imposer aux communautés villageoises une guerre de conquête totale : extermination sans discrimination d'âge et de sexe, dévastation et famine provoquée. Elle «dégénère rapidement, écrit Ch.A.Julien, en méthode de dévastation systématique, où les personnes ne furent pas plus épargnées que les choses. Les généraux d'Afrique ne brûlèrent pas le pays en cachette et ne massacrèrent pas les ennemis en faisant des tirades humanitaires. Ils s'en firent gloire... ». (16)

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les Bugeaud et consorts «dénichaient les Arabes dans leurs repaires» et confisquaient «tout ce qu'ils possédaient : «femmes, enfants, troupeaux, butins etc.. ». En effet, «les femmes faisaient partie du butin et étaient traitées comme telles. Que faisait-on des prisonnières ?» «On en garde quelques-unes comme otages, les autres sont échangées contre des chevaux, et le reste vendu, à l'enchère comme bêtes de somme». «Le sort de celles qui étaient très jolies ... ne faisait aucun doute. Les autres étaient traitées comme objets de troc ou de vente».(17)

Partout destructions, désolation, carnage et mauvais traitements de femmes reviennent comme un leitmotiv sous la plume des officiers mêmes chargés de la sale besogne, «les femmes, les enfants, écrit le général Montagnac, accrochés dans les épaisses broussailles qu'ils sont obligés de traverser se rendent à nous, on tue, on égorge, les cris des épouvantés, des mourants se mêlent aux bruits des bestiaux qui mugissent, bêlent de tout côté . C'est un enfer où au lieu du feu qui nous grille, la neige nous inonde»(18)

Le général Canrobert rapporte que «les désastreux effets» de cette guerre «terrible et barbare» a provoqué «une démoralisation profonde... dans le coeur du soldat qui égorge, vole et viole et s'y bat pour son compte particulier devant les officiers...». Un certain capitaine Lafaye écrit aussi : «Nous avons incendié un village de Khremis, de la tribu des Béni Snous. Nos soldats... n'ont pas reculé devant le meurtre des vieillards, des femmes et des enfants... ce qu'il y a de

plus hideux, c'est que les femmes étaient tuées après avoir été déshonorées». (19)

Et enfin, un autre observateur français nommé Beaudicour, qui avait assisté aux «viols» et «aux massacres de femmes et d'enfants» à la suite de «la prise de Zâatcha» s'indigne : il est «très fâcheux que les officiers ne soient pas plus maîtres en expédition de leurs troupes qu'un chasseur ne l'est d'une meute de chiens courants quand elle arrive devant lui sur sa proie». (20)

Naturellement, l'armée française avait pour mission la colonisation, qui impliquait alors l'extermination d'une partie du peuple algérien et la paupérisation des survivants pour les réduire au salariat.

En effet, dans la Mitidja, qui était très convoitée par les colons, l'Etat colonial «se déclarant successeur du beylik et les spéculateurs qui, dès 1830, achètent à vil prix les propriétés des citadins d'Alger (21) (affamés ou forcés à l'exil) deviennent propriétaires dans la plaine.»

En 1834, un officier de l'armée, accompagné d'un contrôleur des domaines se rendirent dans la Mitidja pour reconnaître les exploitations du beylik. Ils constatèrent «l'existence de 19 beaux domaines dont 7 autour de Boufarik (les haouchs Bensalah, Ben Khelil, Bou Agueb, Chaouch, Souk Ali, Bou Ladjoura et Mimouche) «le terrain en est d'une fertilité admirable : (ces propriétés) sont bien boisées et bien arrosées, ayant toutes de vastes jardins et de superbes vergers d'orangers». (22)

Cette expédition a incité les autorités d'occupation à créer un centre de colonisation à Boufarik. Pour assurer sa sécurité, le «camps d'Erlon » fut construit dès 1835. Au même moment des spéculateurs - acquéreurs de haouchs se présentèrent pour en prendre possession. C'est ainsi que le premier grand colon de la Mitidja nommé de Tonnac s'installa au haouch El Khadra, une exploitation de plus de 300 hectares qui lui a été cédée à un prix dérisoire par des familles andalouses d'Alger.

En somme, entre 1830 et 1957, les colons ont fini par occuper sous une forme ou une autre, grâce à l'aide de l'Etat colonial, 110 649,2 ha soit 83,91% de la superficie totale de la surface agricole utile de la Mitidja. En 1960, sur les 105 455 ha des terres cultivées, 46 300 ha étaient consacrés aux vignobles. En tout plus de 60% de la SAU (surface agricole utile) était couverte de cultures pérennes riches (vignes, arboriculture, plantes à parfum), représentant 75% de la valeur brute de la production totale. Les céréales d'hiver s'étendaient sur 17 500 ha, les agrumes sur

12 900 ha ; les fourrages artificiels et naturels sur 11 500 ha...

Ainsi «le triangle de la mort» d'aujourd'hui a été la région la plus colonisée par les Français. La superficie moyenne des 1 664 exploitations coloniales était de

67 ha. Cependant, ces exploitations européennes étaient de taille variable. En effet, les propriétaires de moins de 25 hectares comptaient en 1950 pour 54% de l'ensemble, mais ne détenaient que 9,66% des terres agricoles tandis que les exploitants de plus de

100 ha ne s'élevaient qu'à 14,28 %, mais possédaient 66% de la SAU de la Mitidja. Les propriétaires de plus de 500 hectares représentaient 1,03% du total et détenaient 13,17 % des terres agricoles. (23) Ainsi, en dépit de l'existence de petites exploitations appartenant à des familles européennes «le type de l'exploitation mitidjienne (colonisée) était la grosse ferme située au centre de plusieurs dizaines ou plusieurs centaines d'hectares avec sa cave, ses hangars, son atelier, sa grande maison de maître entourée d'un jardin d'agrément... Elle portait assez fréquemment le nom de l'ancien haouch dont elle occupait l'emplacement».

Cette ferme pratiquait une agriculture spéculative avec des productions peu nombreuses, presque entièrement destinées au marché. La plus importante restait «de très loin» la vigne, «non seulement par la superficie... mais aussi par les capitaux investis, les recettes obtenues (145 milliards d'anciens francs en 1960, sur un total de 278,5 milliards) et la main d'oeuvre utilisée» (24)

La Mitidja coloniale, qui apparaissait alors «somptueuse»: «est une des seules régions en Algérie à donner une telle impression d'opulence, de vie luxuriante et de beauté ordonnée avec ses vignes présentant la parade de leurs rangs, impeccablement alignés sur un tapis de terre brune, ses orangeries verdoyantes protégées par les sombres brise-vents de cyprès derrière lesquels coule sans bruit l'eau nourricière, ses forages dont les damiers d'un vert plus ou moins dégradé marquent l'échelonnement des coupes, ses rizières insolites, ses champs parfumés et rouges par le géranium en fleurs». (25)

Ce développement est l'aboutissement de l'introduction d'un capitalisme agraire de type

Ce développement est l'aboutissement de l'introduction d'un capitalisme agraire de type colonial qui impliquait la dépossession et la prolétarianisation des populations colonisées.

Du khamassat au salariat : ou la formation d'un prolétariat agricole dans la Mitidja

De 1835 à 1870, la main d'oeuvre salariée algérienne employée auprès des colons de la Mitidja était assez rare. C'étaient les pratiques contractuelles traditionnelles telles que les locations des terres, le khamassat qui prévalaient. Certains colons employaient déjà dans les années 1840 une main d'oeuvre européenne importée de différentes régions de l'Europe du Sud et quelques Algériens «Kabyles, Maures, Arabes, Nègres».

Cependant, les innombrables dévastations et carnages commis par l'armée française durant les guerres de conquête allant de 1830 à 1871, qui furent accompagnées par des expropriations systématiques des terres fertiles des communautés rurales, ne tardèrent pas à créer les conditions objectives et subjectives incitant les dépossédés à accepter de vendre leur force de travail en échange d'un salaire. En outre, les communautés paysannes, et notamment celles de la Mitidja, ont connu «les années terribles» : les épidémies de choléra en 1867, la famine de 1868, les épidémies de typhus et de petite vérole de 1869 à 1872 (26) qui terrassèrent plus d'un demi million d'Algériens, particulièrement dans les régions fortement touchées par les guerres de conquête et les spoliations. L'échec de l'insurrection de 1871 a causé la ruine finale et quasi totale de la paysannerie algérienne.

De 1871 à 1962, les colons, qui se sont spécialisés dans les cultures intensives exigeant une force de travail abondante, constituée par des ouvriers permanents, mais surtout par une main d'oeuvre temporaire basement rémunérée, ont attiré d'abord des travailleurs kabyles migrants et ensuite des «Gueblis» (originaires du Sud). Par exemple, en 1887 un certain Debono, propriétaire d'une grande exploitation de 2 540 ha, dont 600 ha en vigne, employait déjà 1 400 ouvriers pendant la haute saison.

En effet, le développement de la polyculture mitidjienne a surtout attiré de nombreux travailleurs kabyles entre 1900 et 1914. Durant la première guerre mondiale, le recrutement des hommes européens dans l'armée a favorisé la promotion des premières générations de travailleurs kabyles qualifiés.

La guerre «de 1914 -1918, écrit C. Chaulet, devait (aussi) mettre en évidence la dépendance des grandes exploitations à l'égard de la main d'oeuvre: les anciens travailleurs(Kabyles, pour la plupart remplacèrent les hommes mobilisés) tandis que des «Gueblis» venaient occuper les emplois de manoeuvres. Beaucoup de ces situations acquises se maintinrent après la guerre, tandis que commençait le mouvement de départ des Kabyles vers la France, surtout sensible à partir de 1923.» (27)

La croissance du flux migratoire des travailleurs migrants vers la France a contribué légèrement aux augmentations des salaires. Comme le seul avantage compétitif de cette agriculture coloniale ne reposait que sur les ouvriers permanents et saisonniers : «Le problème de la main d'oeuvre était-il la hantise des colons.»

Les soucis des grands exploitants amena les autorités coloniales à entreprendre une enquête officielle en 1934 au sujet des mouvements des travailleurs migrants. Les auteurs de cette étude conclurent que «le processus de désintégration de la société rurale était suffisamment avancé pour que les campagnes ne cessent plus de fournir des salariés». «On peut dire que dans toutes ces régions (kabylie, Atlas blidéen, Bibans, Ouarsenis pour l'Algérie centrale) la recherche du travail au dehors fait partie du genre de vie... Au total, les gains hors de leurs villages paraissent actuellement si nécessaires à la majorité des paysans indigènes d'Algérie qu'on se demande comment ils s'en passaient autrefois». (28)

La mécanisation de la céréaliculture surtout dans le Titteri et le Chlef et la paupérisation croissante des semi nomades des hauts-Plateaux ont permis aux colons de la Mitidja de les attirer sur leurs plantations. Ainsi, les travailleurs kabyles ont été remplacés graduellement par des ouvriers de ces régions. La plupart de ce prolétariat agricole était constitué par des ouvriers temporaires. En effet, «même en considérant les chiffres globaux pour la Mitidja, on constate l'importance considérable du travail saisonnier. A côté des 16 508 travailleurs permanents salariés, les exploitations de la plaine employaient en 1960 : 3 784 000 journées de travail saisonnier, ce qui correspond en particulier à la présence : — pendant 31 jours, de 17 118 travailleurs pour la taille et le greffage,

- pendant 37 jours, de 10 416 travailleurs pour les traitements anti parasitaires,
- pendant 15 jours, de 40 046 travailleurs pour les vendanges, pendant 30 jours, de 13 935

travailleurs pour la cueillette des fruits et légumes. Ces variations sont considérables et portent sur des effectifs importants. Elles traduisent le fait que les colons étaient libérés presque totalement des contraintes qui pèsent sur les exploitations agricoles dans une société non coloniale». (29)

(A suivre)

Références citées

14. Ibid, P. 162.

15 . Hamdan Khodja, préface de : Aperçu historique et statistique sur la Régence d'Alger (écrit en arabe et publié dans un traduction française en 1833)

16. Julien op cit. P. 16.

17. Ibid.

18. Le général Motagnac, lettre du 31 mars 1842.

19. Cité par Julien, op cit

20. Ibid.

21. C. Chaulet op cit p. 21

22. Cité par Chaulet, ibid

23. G. Mutin, La Mitidja : décolonisation, espace géographique, thèse de doctorat d'Etat, université d'Alger, 4 Vol. 1974, p. 229.

24. Chaulet, op cit pp. 30-31

25. Les services agricoles du département d'Alger, monographie agricole, sans date.

26. Mutin, op cit p. 29.

27. Chaulet, op cit p. 26.

28. M. Larnaude Déplacement des travailleurs indigènes en Algérie, Revue africaine, congrès des sociétés savantes d'Afrique du Nord, Tlemcen, 1936, pp 207-215.

29. Chaulet, op cit p. 36.